

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 4859/DEF/CGA/CC/RM

relative aux conditions d'allocation d'indemnités d'imprévision aux titulaires de marchés.

Du 13 décembre 1974

CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES.

CIRCULAIRE N° 4859/DEF/CGA/CC/RM relative aux conditions d'allocation d'indemnités d'imprévision aux titulaires de marchés.

Du 13 décembre 1974

Références :

Circulaire du 20 novembre 1974
(voir p. 356).

Texte abrogé :

Circulaire n° 1001/MA/CGA/CC/RM du 11 février 1974 (BOC, p. 344).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 430.2.1.2.

Référence de publication : BOC, p. 3407.

La circulaire du 20 novembre 1974 abroge et remplace celle du 18 mai 1938 et complète la série de textes particuliers publiés depuis novembre 1973 afin de permettre l'indemnisation des titulaires de marchés lorsque l'équilibre économique de ces marchés est compromis par l'évolution imprévisible des prix.

Ce texte a une portée générale dans la mesure d'abord où les principes qu'il énonce éclairent les textes précédents, qui n'en constituent que des modalités particulières d'application, et ensuite parce qu'il s'applique à tous les cas qui ne peuvent trouver de solution pour l'application de l'un de ces textes particuliers.

Cette délimitation du champ d'application des divers textes traitant de l'imprévision demande toutefois à être précisée. Il sera ensuite apporté quelques indications complémentaires dont la nécessité est apparue à l'occasion de l'étude d'un certain nombre de cas d'espèce présentés par les services au contrôle général des armées. Il sera enfin traité de la procédure d'allocation de l'indemnité.

I. LA DÉLIMITATION DES DOMAINES D'APPLICATION DES DIFFÉRENTES CIRCULAIRES CONCERNANT L'IMPRÉVISION.

La liste des textes particuliers, qui concernent les marchés de travaux, de fournitures de fuel et certains marchés de fournitures et de services figure en annexe à la circulaire du 20 novembre 1974 . D'autres textes pourraient être élaborés en cas de besoin, leur domaine d'application par rapport à la circulaire du 20 novembre serait régi par les mêmes principes.

La circulaire du 20 novembre précise qu'elle s'applique aux difficultés dont la solution ne peut être trouvée dans un texte particulier. Ceci signifie que la circulaire du 20 novembre s'applique :

- aux marchés qui sortent du champ d'application des circulaires particulières. Par exemple les marchés de produits industriels assortis d'une clause de révision de prix, les marchés de services industriels spéciaux, qui sont exclus par la circulaire du 14 juin 1974 ⁽¹⁾ de son champ d'application ;
- aux marchés qui rentrent normalement dans le champ d'application d'une circulaire particulière mais pour lesquels la cause du déséquilibre financier ne correspond pas aux hypothèses sur lesquelles repose la circulaire. Ainsi par exemple un marché de fournitures passé à prix ferme pour lequel la cause du déséquilibre ne réside pas dans la hausse du prix des matières énumérées au chapitre III de la circulaire du 14 juin 1974 .

En revanche il ne peut être admis d'appliquer la circulaire du 20 novembre dans le cas où une circulaire particulière est normalement applicable mais où, toutes les conditions n'étant pas réunies, son application conduit à refuser toute indemnité. On ne peut évidemment non plus choisir d'appliquer le texte donnant la solution la plus avantageuse ou même celle qui paraît la plus équitable : la simplicité d'une solution forfaitaire, lorsqu'elle est possible, est préférable à la difficulté et aux aléas de la recherche du préjudice réellement supporté.

Il en résulte que l'application de la circulaire du 20 novembre 1974 doit être limitée à des cas tout à fait exceptionnels.

II. POINTS PARTICULIERS RENCONTRÉS DANS L'EXAMEN DES DEMANDES D'INDEMNITÉS D'IMPRÉVISION.

2.1. Incidence des hausses de salaires. L'évolution des salaires constatée jusqu'à présent ne doit pas être considérée comme ayant revêtu un caractère d'imprévisibilité.

Toute demande d'indemnité fondée sur ce chef de hausse doit donc être rejetée à moins qu'il ne soit démontré, par le titulaire, que l'évolution des salaires dans son entreprise a été très différente de l'évolution moyenne des salaires et que par ailleurs les conditions d'imprévisibilité et d'extériorité sont remplies.

2.2. Détermination de la période pendant laquelle l'évolution des prix peut être prise en considération. Il devra normalement être tenu compte de l'évolution des prix pendant la période d'exécution prévue au marché. En cas de retard, les pertes supplémentaires restent à la charge du titulaire. Il pourra toutefois en être autrement dans le cas où un sursis d'exécution aurait été accordé au titulaire en raison précisément de ses difficultés d'approvisionnement.

Dans ce cas les dates réelles d'approvisionnement pourront être prises en considération dans la limite du ou des sursis accordés.

2.3. Choix des indices représentatifs de l'évolution des prix des matières. Lorsque la circulaire du 14 juin 1974 est appliquée à des marchés de produits industriels spéciaux passés à prix ferme, il faut reconstituer la formule de révision des prix qui aurait été utilisée si le marché avait été révisable. On ne saurait prendre comme indice les prix réellement payés par le fournisseur pour réaliser ses approvisionnements car cela reviendrait à mélanger la méthode de détermination forfaitaire de l'indemnité prévue par la circulaire du 14 juin et la méthode de détermination réelle du préjudice subi adoptée par la circulaire du 20 novembre.

2.4. Incidence de la suppression des rabais obtenus par le fournisseur pour ses approvisionnements. Cette suppression ne peut être admise comme constituant l'un des éléments de la surcharge supportée par le fournisseur, que si celui-ci prouve, par la production de contrats ou de factures sur une durée suffisamment longue, que ces rabais constituaient une pratique permanente dont il pouvait légitimement tenir compte dans l'établissement de son prix.

III. PROCÉDURE D'ALLOCATION DE L'INDEMNITÉ.

Contrairement à ce qui avait été indiqué dans le *BE* n° 2897/DEF/CGA/CC/RM du 3 juillet 1974 (2) la procédure de l'avenant a finalement été retenue dans tous les cas d'allocation d'indemnité d'imprévision.

Les avenants devront contenir les clauses indiquées par la circulaire du 20 novembre 1974, même s'ils se fondent sur un autre texte, et notamment la clause par laquelle le titulaire renonce à toute réclamation ultérieure. La nécessité d'obtenir la signature du titulaire ne signifie pas que le montant de l'indemnité peut être négocié : il doit résulter uniquement de l'application par l'administration des textes réglementaires aux justifications présentées par le titulaire, mais que le versement d'une indemnité ne doit intervenir que s'il est de nature à éviter la naissance d'un contentieux.

Quelle que soit l'autorité signataire, les projets d'avenant devront être soumis à l'examen préventif du contrôle général des armées.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le contrôleur général des armées chef du contrôle central,

VIALATTE.

(1) BOC, p. 2938.

(2) N.i. BO.